



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 Avenue Maunoury
BP60723
41007 Blois

Blois, le 30/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KNAUF INDUSTRIES EST

45 rue de Paradis
75010 Paris

Références : 2026-186 - VAT20260112
Code AIOT : 0010003836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES EST implanté 15 RUE DE CHAMBORD 41230 Vernou-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KNAUF INDUSTRIES EST
- 15 RUE DE CHAMBORD 41230 Vernou-en-Sologne
- Code AIOT : 0010003836
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KNAUF INDUSTRIE EST est autorisée à exploiter une usine de fabrication de produits industriels en polystyrène expansé à destination du secteur du BTP et industriel sur le territoire de la commune de Vernou-en-Sologne.

Les activités relèvent principalement des rubriques suivantes :

- transformation de matières plastiques à raison de 28t/jour de matière traitée (rubrique 2661 / régime de l'Enregistrement)
- stockage de polymères expansés à raison de 19 109 m³ (rubrique 2663 / régime de l'Enregistrement)
- installations de refroidissement (rubrique 2921 / régime de l'Enregistrement).

Les installations sont par ailleurs soumises à déclaration au titre des rubriques 2662 (stockage de polymères expansés) et 2910 (installations de combustion).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Zone ATEX	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	60 jours
2	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
3	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.5.5.4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
8	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.8	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	60 jours
12	Stockage de matières plastiques – Bâtiment I4	AP Complémentaire du 26/06/2023, article 2.1.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Extincteurs	AP Complémentaire	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 31/05/2022, article 2.2.3		
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.5.9.2	/	Sans objet
6	Prélèvements	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
7	Fréquence de surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.1.8	/	Sans objet
9	Obturateurs	Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.1.10	/	Sans objet
10	Réductions imposables à l'exploitant – sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
11	Etude technico-économique sécheresse	AP Complémentaire du 12/06/2024, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Aire extérieure de stockage de palettes	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.3.4	/	Sans objet
14	Ressource en eau	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/07/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation visées au point 2. 3. 3 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.

Constats :

Lors de la visite d'inspection précédente du 18 juillet 2025, il avait été constaté que des non-conformités des installations avec la réglementation en zone ATEX, notamment celles relatives au brûleur de la chaufferie, n'avaient pas été toutes levées (constat initial du 15 octobre 2021).

Pour rappel, les non-conformités suivantes (issues du rapport n°CB534/MR/10564159-1/1-6RZQ4JY du 24 septembre 2021 relatif à la vérification des matériels et équipements électriques implantés dans les zones ATEX) n'avaient pas encore été levées :

- Non-conformités n°4.3, 4.4 et 4.5 relatives au brûleur de la chaufferie (l'exploitant envisageant de changer le brûleur pour passer à un brûleur GNL - les travaux étant envisagés pour 2026) ;
- Non-conformité n°17 : changement des équipements en cours (8/24) (les travaux nécessitant un arrêt total des installations, qui était prévu à l'arrêt de maintenance d'août 2025)

Par courrier du 26 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que les trois points concernant le brûleur de la chaufferie seront levés lors du changement du brûleur (passage GNL de la chaudière à l'horizon 2026). Il précisait qu'un porter à connaissance serait transmis d'ici fin 2025. Concernant la non-conformité n°17, l'exploitant a indiqué que le changement des équipements s'est poursuivi lors de l'arrêt technique estival.

Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué que les actions correctives pour lever les non-conformités relatives au brûleur sont toujours prévues pour 2026. Deux projets sont actuellement en étude par l'exploitant concernant le brûleur : soit son changement pour un brûleur au GNL (avec mise en place d'une cuve associée de 80 m3) soit un changement total de la chaufferie pour passer à une chaufferie électrique. L'exploitant est en cours de finalisation des calculs financiers, avant de se positionner sur le projet retenu (il a précisé que le positionnement devrait normalement être fait d'ici 1 mois). Quel que soit le projet retenu, celui-ci fera l'objet d'un porter à connaissance.

Concernant la non-conformité n°17, l'exploitant a indiqué que des équipements supplémentaires (interrupteurs ATEX) avaient été changés (pour un total de 16/24). Il a précisé que le changement des 8 équipements restants est prévu pour l'arrêt estival 2026. La facture relative à l'achat des 24 interrupteurs a été transmise à l'inspection suite à la visite (facture REXEL n°993715871).

Le constat de la visite d'inspection précédente est reconduit : des non-conformités des

<u>installations avec la réglementation en zone ATEX n'ont pas été toutes levées.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Les réseaux susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordées à un bassin de confinement d'une capacité de 972 m ³ . Les travaux nécessaires à la réalisation de ce bassin sont réalisés au plus tard le 30/06/2024.
Constats : Lors de la visite d'inspection précédente du 17 juillet 2025, il avait reconstaté que l'établissement ne disposait pas de bassin de confinement d'une capacité de 972 m ³ , de ce fait l'arrêté de mise en demeure ne pouvait pas être levé (un nouveau bureau d'étude ayant été mandaté pour dimensionner une solution consistant en l'agrandissement du bassin tampon actuel pour le transformer en bassin de confinement). Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°41-2024-09-24-00001 du 24 septembre 2024, de réaliser les travaux nécessaires pour disposer de ce bassin de confinement dans un délai de six mois. Par courrier du 21 juillet 2025, l'exploitant s'est engagé auprès du Préfet de Loir-et-Cher à réaliser les travaux nécessaires pour disposer d'un bassin de confinement de 972 m ³ sur son site (l'intégralité des travaux sera réalisée au cours de l'année 2026).

Par courrier du 6 août 2025, la préfecture de Loir-et-Cher a pris acte de l'engagement de l'exploitant et lui a demandé de fournir les éléments justifiant de la faisabilité du bassin de confinement avant le 30 septembre 2025 (suite au bon de commande relatif au dimensionnement des travaux).

Par courriel du 2 octobre 2025, la Préfecture de Loir-et-Cher a relancé l'exploitant, en l'absence de transmission des éléments demandés.

Par courriel du 7 octobre 2025, l'exploitant indiquait avoir terminer un appel avec son prestataire (CG2I), en charge de la deuxième étude, qui a lui-même mandaté un bureau d'études spécialité VRD au vu de la présence d'une nappe d'eau peu profonde à proximité du futur bassin de confinement. Il précisait que cela ne remettrait pas en question son engagement à réaliser les travaux.

Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué qu'une étude de sols a été réalisée par GINGER BURGEAP (transmise suite à la visite d'inspection - étude géotechnique de conception n°OTS2.Q206 du 5 mars 2026). Concernant la faisabilité du bassin d'incendie, GINGER BURGEAP recommande dans son étude de ne pas agrandir le bassin existant (mais précise qu'une solution d'agrandissement à une profondeur équivalente à celle existante, uniquement dans la direction Nord peut-être envisagée avec des pentes à 4 pour 1) et proscrit tout approfondissement.

Le plan relatif aux travaux à engager pour le bassin de confinement (en date du 07/11/2025, "plan de principe") a été consulté. Celui-ci localise l'ensemble des travaux à mener (caniveau à raccorder, création de bordures, curage réseau ...). Au niveau du bassin, une surface violette est présente et semble représenter le périmètre du futur bassin agrandi. L'agrandissement semble être sur tout le pourtour du bassin et pas seulement au Nord comme préconisé par GINGER BURGEAP (il est à noter cependant que le plan est antérieur à l'étude géotechnique).

L'exploitant a indiqué que les travaux sont toujours prévus pour 2026. Il a précisé que ces travaux nécessitent notamment un assèchement de la lagune, un cuvelage du bassin, mise en place de la membrane, installation d'un canal de comptage et d'une vanne asservie au système de sécurité incendie.

Le constat de la visite précédente est reconduit : l'établissement ne dispose pas de bassin de confinement d'une capacité de 972 m3, de ce fait l'arrêté de mise en demeure ne peut pas être levé. Un échéancier précis des travaux à mener est à fournir.

L'exploitant doit préciser son positionnement vis-à-vis des recommandations de GINGER BURGEAP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.5.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'exploitant ne disposait pas du rapport de vérification 2026 des installations électriques, celle-ci n'ayant pas encore eu lieu mais sa commande étant passée (bon de commande n°4501898117 du 20/03/2026 pour une prestation "Conformité des installations électriques"). La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 01/04/2025 (comme constaté lors de la visite d'inspection du 18 juillet 2025).</p> <p>L'exploitant disposait cependant du rapport 2026 de contrôle électrique par thermographie (Q19 n°134892717.01 du 20 février 2026 réalisé par l'APAVE). Ce rapport met en évidence 6 anomalies de priorité 2 (une anomalie de niveau 2 nécessitant une action sous 2 mois à compter de la réception du rapport). Le rapport de contrôle conclut sur le fait qu'un risque incendie est présent et que la levée des anomalies dans les délais préconisés permettrait de réduire ce risque. Par ailleurs, ce rapport propose également des améliorations (prévoir campagne de mesures ultrason sur cellule ; assurer un nettoyage régulier du poste haute tension et armoire électrique).</p> <p>L'exploitant a indiqué que les anomalies/non-conformités mises en évidence lors des vérifications périodiques sont incrémentées dans le logiciel de suivi du site (Ealico). Le logiciel Ealico a été ouvert en cours de visite et l'exploitant a montré que les anomalies du Q19 sont bien présentes dans les actions à réaliser. L'exploitant a indiqué qu'aucune action n'avait pour le moment été réalisée mais qu'il était prévu que l'ensemble des actions correctives nécessaires à la levée des anomalies soient effectuées dans le délai prévu.</p> <p><u>L'exploitant justifiera de la réalisation de la vérification 2026 des installations électriques (en fournissant le rapport correspondant).</u></p> <p><u>La levée des anomalies mises en évidence par le contrôle de thermographie est à justifier.</u></p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Extincteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des extincteurs (régulièrement vérifiés) adaptés au risque à défendre, en nombre suffisant, doivent être placés dans des endroits facilement accessibles.</p> <p>Le site est également doté en extincteurs sur roue (45l Eau pulvérisée avec ou sans additif ou 50 kg poudre BC ou ABC) à raison de 1 extincteur par fraction au sol de 1000 m² sur chacune des installations (zones de stockages et zones de fabrication) du site. L'exploitant doit s'assurer trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état extérieur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'exploitant disposait du rapport d'intervention n°03871139-001 du 24 février 2025 relatif à la vérification périodique des extincteurs ; le rapport conclut à l'absence d'anomalie (les actions correctives nécessaires ayant été traitées durant la vérification). Plus d'une centaine d'extincteurs ont fait l'objet de la vérification.</p> <p>L'exploitant avait également en sa possession le devis n°DET-A082017 du 5 février 2026 relatif à la vérification périodique pour 2026.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la vérification de la présence des extincteurs à leur place est effectuée lors des visites de sécurité mensuelles où un tour entier du site est effectué. En cas d'anomalie, celle-ci est tracée dans un compte rendu.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.5.9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les commandes des exutoires de fumées seront positionnées à proximité des sorties et seront facilement accessibles. Le bon fonctionnement de ces commandes doit être régulièrement vérifié.</p>

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, le rapport d'intervention n°03871140-001 du 1er septembre 2025 relatif à la vérification périodique du système de désenfumage a été consulté. Une seule anomalie a été constatée au niveau du bureau/escalier : 1 vérin étant HS (ouverture partielle) et plaque polycarbonate perforée.

L'exploitant disposait d'un bon de livraison en date du 08/01/2026 (n°BL4429936) relatif aux travaux pour le désenfumage.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prélèvements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/12/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Le relevé des volumes est effectué journalièrement et retranscrit sur le registre sus-cité qui peut éventuellement être informatisé.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à :

- 23 m3/h
- 552 m3/jour
- 133 000 m3/an

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué que le relevé des prélèvements d'eau est fait journalièrement et est consigné sur des fiches (1 fiche par semaine), celles-ci étant conservés au niveau du bâtiment "Osmoseur".

Lors de la visite du site, la fiche pour la semaine 13 a été consultée : le volume indiqué sur le compteur a été relevé pour le lundi et le mardi (ce qui permet de déterminer le volume journalier du lundi, qui était inférieur à 200 m3). L'exploitant envisage d'améliorer son suivi des relevés de volumes journaliers.

Il conviendrait de mettre en place un registre de suivi, amendé à partir des fiches hebdomadaires.

L'exploitant dispose également de fiches de suivi mensuel des prélèvements. Pour le mois de février 2026, 2 875 m3 ont été prélevés.

En 2025, 26 857 m3 ont été prélevés.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fréquence de surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Paramètres à mesurer : pH, température, DCO, hydrocarbures, MES, DBO5, Ca++, Na+ Type de suivi : ponctuel Périodicité de la mesure : semestrielle
Constats : Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'exploitant a présenté les deux rapports d'analyses suivants : - rapport d'analyses n°250503978 relatif au prélèvement du 22 au 23 avril 2025 ; - rapport d'analyses n°251208077 relatif au prélèvement du 20 novembre 2025. Les paramètres pH, température, MES, DCO, DBO5, Calcium, Sodium et Hydrocarbures ont bien été mesurés. Le Fer fait également l'objet d'une mesure semestrielle. <u>Pas d'écart constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : Température : < 30° C PH : compris entre 6,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation chimique). Les caractéristiques des rejets, notamment la concentration journalière et le flux journalier de chacun des principaux polluants seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux suivants : Volume maximal sur 24h : 100 m³ Débit maximal instantané : 4 m³/h

cf. TABLEAU AP
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 juillet 2025, il avait été constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier qu'il respecte les VLE en flux. Par ailleurs, les valeurs limites en volume maximal journalier et débit instantanée de rejet n'étaient pas respectées (constat initial du 25/07/2024).</p> <p>Par courrier du 26 septembre 2025, l'exploitant a transmis un tableau de calcul de flux afin de justifier du respect des VLE en flux. Il indiquait également l'installation d'un limiteur de débit.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, le rapport d'analyses n°251208077 du Laboratoire Départemental d'Analyses a été consulté (prélèvement du 19/11 au 20/11/2025). Les valeurs limites d'émissions susvisées sont respectées.</p> <p>L'exploitant disposait également d'un tableau de calcul des flux des différents paramètres et de la courbe de mesure de débit (sur 24 h) correspondante, relatif au prélèvement d'eau de novembre 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un débit de 67,3 m3 a été mesuré sur 24 heures (volume maximal sur 24h respecté) ; - un débit instantané de 4,2 m3/h a été mesuré vers 15h30 le jour de la mesure (seul dépassement constaté sur la période de mesure de 24 heures) ; - les flux calculés sont conformes aux valeurs limites en flux. <p>Dans le cadre des travaux du bassin de confinement (cf. constat n°2), l'exploitant prévoit l'installation d'un canal de comptage et d'un limiteur de débit afin de permettre de respecter le débit instantané.</p> <p><u>Le constat de la visite précédente est partiellement reconduit : un dépassement du débit horaire instantané maximal autorisé a été constaté.</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours
N° 9 : Obturateurs
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/1999, article 3.1.10

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : <p>En particulier, le réseau d'effluents liquides de l'établissement est équipé d'obturateurs (amovibles ou non) aux points de rejet (deux à l'heure actuelle) dans l'environnement (rivière Bonneheure) de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site et notamment d'éviter un tel rejet vers la rivière la Bonneheure. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué que le site présente seulement un point de rejet (et non deux, comme indiqué dans l'arrêté préfectoral du 28 janvier 1999). Ce point de rejet se situe au niveau de la lagune et est équipé d'une vanne d'obturation manuelle.</p> <p>Ce dispositif a été vu au cours de la visite du site. Sa présence est signalée par une pancarte. L'exploitant a montré la manœuvre à faire pour fermer la vanne.</p> <p>L'exploitant a indiqué que dans le cadre des travaux du bassin de confinement (cf. constat n°2), une vanne d'obturation automatique serait mise en place avec un asservissement au système incendie et aux coupures électriques.</p> <p>L'exploitant a précisé que la procédure pour fermer la vanne d'obturation est inscrite au programme de formation (il a précisé qu'un turn over au niveau du personnel avait eu lieu). <u>Dans le cadre du porter à connaissance (cf. constat n°1), il conviendra que l'exploitant demande la mise à jour de l'article sus-visé (nombre de point de rejet, type de dispositif d'obturation avec asservissement) en apportant les éléments justificatifs nécessaires (plan des réseaux à jour).</u></p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réductions imposables à l'exploitant – sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés</p>

<p>calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 17 juillet 2025, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter le calcul de volume de référence pour l'année 2024.</p> <p>Par courrier du 26 septembre 2025, l'exploitant a transmis son calcul du volume de référence pour l'année 2024.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, l'exploitant a indiqué que son volume de référence (2025) était de 117 m3/j. En l'absence d'épisode de sécheresse au jour de la visite, les réductions imposées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ne s'appliquent pas.</p> <p><u>L'exploitant ayant répondu au constat de la visite précédente, celui-ci est levé.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Etude technico-économique sécheresse

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/06/2024, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le diagnostic, défini à l'article 2, précisant les mesures qui peuvent être prises pour limiter les prélèvements d'eau et les rejets dans le milieu, est envoyé à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas six mois après notification du présent arrêté.</p> <p>L'entreprise établit un calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise. Ce calendrier est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas neuf mois après notification du présent arrêté. Il est accompagné d'une analyse technico-économique des opérations décrites.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection précédente du 17 juillet 2025, il avait été constaté que le diagnostic précisant les mesures pouvant être prises pour limiter les prélèvements d'eau et les rejets dans le milieu ainsi que l'analyse technico-économique des opérations décrites n'avaient pas été transmis à l'inspection des installations classées.</p>

Pour rappel, la transmission du diagnostic des prélèvements et rejets ainsi que des actions de gestion correspondantes ont été prescrites par arrêté préfectoral complémentaire du 12 juin 2024. L'exploitant disposait d'un délai de 6 mois pour transmettre le diagnostic et d'un délai de neuf mois pour transmettre le calendrier des opérations d'économie de prélèvement et de limitation des rejets et de gestion de crise.

Par courrier du 26 septembre 2025, l'exploitant a fourni un diagnostic des prélèvements et des rejets de son site (document de deux pages, présentant des réponses aux 14 points du diagnostic prescrits dans l'APC du 12 juin 2024).

Lors de la visite d'inspection du 24 mars 2026, il a été indiqué à l'exploitant que ce diagnostic fera l'objet d'une instruction spécifique.

L'exploitant ayant répondu au constat de la visite précédente, celui-ci est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockage de matières plastiques – Bâtiment I4

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/06/2023, article 2.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage

Prescription contrôlée :

Le stockage de produits PSE dans le bâtiment I4 est organisé en trois îlots de 600m3 maximum chacun, conformément au plan figurant en annexe.

Des passages libres, d'au moins 4m de largeur, entretenus en état de propreté sont réservés latéralement entre les îlots de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage. La hauteur des stockages n'excède pas 5 mètres.

[...] Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structures.

Constats :

Le bâtiment I4 a été vu au cours de la visite du site.

Les règles de stockage dans le bâtiment sont affichées à l'entrée sur une pancarte (feuille A4 plastifiée).

Le stockage était bien effectué en 3 îlots. Afin que ceux-ci soient respectés ainsi que les distances d'éloignement entre îlots et par rapport aux parois, des marquages au sol sont présents.

L'exploitant a indiqué que la hauteur maximale de 5 mètres correspond à un gerbage de deux palettes de 2,5 mètres (palettes les plus grandes stockées dans le bâtiment).

Lors de la visite, des gerbages sur 3 niveaux étaient présents mais avec des palettes de moindre hauteur (le gerbage sur 3 niveaux était moins haut que celui sur 2 niveaux avec des palettes de 2,5 mètres).

Le respect de la distance de 1 mètre avec les éléments de structures (poutre métallique) au niveau

de la partie basse de la toiture n'a pas pu être certifié visuellement. L'exploitant a indiqué qu'il pourrait le justifier avec la hauteur du gerbage des palettes et un plan du bâtiment.

Le respect de la distance minimale d'1 mètre par rapport aux éléments de structure est à justifier.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Aire extérieure de stockage de palettes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage

Prescription contrôlée :

Une distance d'isolement minimum de 15,9 m est maintenue en permanence entre le bâtiment E1 et l'aire extérieure de stockage de palettes.

Constats :

L'aire extérieure de stockage de palettes a été vue au cours de la visite du site. L'exploitant a indiqué que celle-ci était actuellement en "stock bas" (peu de palettes présentes). Afin de respecter la distance d'isolement minimale de 15,9 mètres, des marquages au sol pour délimiter les stockages sont présents. L'exploitant a indiqué que ceux-ci devaient être refaits (à moitié effacés).

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Ressource en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose en interne d'une réserve d'eau incendie répondant aux dispositions suivantes :

- Être en mesure, en toutes saisons, de fournir 360 m³/h pendant une durée de deux heures
- Qui demeure toujours accessible aux véhicules lourds d'incendie par un cheminement sur

A proximité immédiate du plan d'eau sont aménagées 3 aires d'aspiration stabilisées de 32 m² minimum chacune (8x4) répartie sur son demi-périmètre. Elles doivent permettre la mise en œuvre aisée des matériels d'incendie.

Constats :

La réserve d'eau incendie a été vue au cours de la visite du site. Celle-ci présente un volume de 970 m³ (volume indiqué sur une pancarte). Son accès est limité (entouré d'un grillage et portillon d'accès fermé à clé).

Elle est équipée de 4 poteaux d'aspiration. Une plateforme d'aspiration stabilisée est présente devant les poteaux d'aspiration et présente une surface supérieure à 100 m² (estimation par vue satellite sur Géoportail). L'exploitant a indiqué que celle-ci avait été validée par les services de secours.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite